

Editorial

L'attaque contre la fonction publique se lit à travers le budget de l'Etat qui programme la suppression de dizaines de milliers d'emplois. Ces suppressions vont conduire à la redéfinition des missions de l'Etat, la réorganisation des services et la désertification du territoire par la réduction des cartes judiciaires, hospitalières, des trésoreries... Pour l'enseignement, la saignée est entreprise par la réduction des horaires d'enseignement, la révision des programmes et la restriction des cartes de formation, tant initiales que continues. Les personnels devront devenir mobiles, seront promus au mérite... et partiront à la retraite à 62, 63, 64 ans. Les principes du recrutement par concours sont remis en cause. Le recours à des CDI est envisagé. Les formateurs des IUFM doivent se mobiliser pour participer à cette journée et informer les étudiants et stagiaires.

Michèle Gabert

Sommaire :

* grève du 20 novembre

* intégration des IUFM

Grève nationale dans l'Education Mardi 20 novembre

Pour un nouvel élan du système éducatif Contre la destruction de la fonction publique

**Les fédérations de l'éducation
FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-
CFDT, UNSA Education appellent
à une grève nationale**

Les fédérations de l'éducation nationale dénoncent une politique gouvernementale qui va à l'encontre de la réussite de tous les jeunes. Avec 11200 suppressions de postes à la rentrée 2008, s'ajoutant aux milliers de suppressions de ces dernières années et au chômage croissant des précaires, une nouvelle étape est franchie dans la dégradation du service public d'éducation. La formule du premier Ministre annonçant « Moins de services, moins de personnels, moins d'Etat » va se traduire par des régressions inacceptables tant pour les élèves et les jeunes que pour les personnels.

Les conditions d'encadrement et d'enseignement vont atteindre un point critique. Les écoles, les

établissements et les services les plus fragiles verront leurs difficultés accrues, les inégalités s'accroîtront. L'offre de formation sera réduite, l'objectif de la réussite de tous les élèves compromis. Les personnels verront leurs conditions de travail se détériorer davantage. La précarité s'accroîtra encore. Le pouvoir d'achat continuera de se dégrader et les garanties statutaires sont menacées.

Face à cette politique, les fédérations FAEN, FERC-CGT, FSU, SGEN-CFDT, UNSA Education estiment que l'heure est venue d'une riposte d'envergure pour obtenir un nouveau budget et donner un nouvel élan au système éducatif. **Elles appellent les personnels à participer massivement à la grève et aux manifestations du 20 novembre dans le cadre de l'action Fonction publique.**

Agenda

Forum « fdm »

Des incidents nécessitent un réabonnement général sur les listes de diffusion du SNESUP.

Tous les syndiqués en IUFM ont reçu un message d'invitation en ce sens. Si vous n'avez pas répondu et désirez vous ré abonner au forum « fdm » il faut en faire la demande à l'adresse :

<http://list.snesup.fr/mailman/listinfo/forum-fdm>

Ce forum est un outil majeur de communication.

Vous avez des questions à poser, des informations à transmettre.

Vous pouvez joindre le collectif à formations@snesup.fr

Exprimez-vous sur le forum

forum-fdm@list.snesup.fr

Pour tout contact

Tél :

01/44/79/96/18

Adresse de messagerie :

formations@snesup.fr

Un questionnaire pour l'intégration

des IUFM

Un questionnaire très détaillé a été construit afin de mettre en évidence les principaux problèmes posés par l'intégration. Ce questionnaire circule sur le forum « fdm ».

Il constitue un outil précieux qui pointe les questions que pose l'intégration, et elles sont nombreuses.

Dans les IUFM en voie d'intégration, toutes ces questions doivent recevoir une réponse.

Quelques unes sont essentielles :

- le maintien des conseils pendant la période transitoire afin de ne pas laisser les mains libres aux recteurs, aux services gestionnaires de l'Université et de mandater clairement les administrateurs provisoires

- penser à la présidence du conseil d'école bien avant les élections pour trouver un candidat parmi les représentants d'une autre structure universitaire.

Que devient l'évaluation dans les IUFM

Avoir une vision précise des plans de formation est chose difficile. Ce qui apparaît clair, c'est la modification des évaluations de deuxième année. Il semble qu'un glissement inquiétant se dessine, certains IUFM prévoyant de n'évaluer que les compétences, en délaissant toute évaluation des enseignements.

Pense-t-on qu'ainsi on pourra obtenir une reconnaissance des formations IUFM qui s'inscriraient dans un master ?

Réduire l'évaluation à celle des compétences c'est occulter un des pans de notre métier. C'est accepter la conception d'une formation techniciste qui obère les aspects réflexifs et qui réduit la formation aux seules injonctions ministérielles. Ces dernières privilégient

l'apprentissage de gestes professionnels au détriment de la construction d'un enseignant ingénieur-concepteur de son enseignement capable d'une insertion critique dans la profession.

Ce qui se joue actuellement c'est la conception du fonctionnaire : doit-on former un fonctionnaire de gouvernement aux ordres du ministre en place ou un fonctionnaire d'Etat porteur des valeurs de la République ?

Le SNESUP réaffirme son attachement au service public, son amélioration et sa promotion.

Les collègues doivent se montrer vigilants et veiller à ce que les enseignements soient correctement évalués.

Elections sans panachage

La nouvelle loi sur l'université (LRU) prévoit que les élections des conseils se feront sans panachage. Un décret précisant les nouvelles modalités électorales va être publié dans les jours qui viennent. Dans tous les IUFM intégrés où les élections sont en train de se tenir, il faut exiger que les élections se déroulent selon ce système. Soyez vigilants.